

## L'année pastorale et l'année civile se rejoignent

Au moment où j'écris cet éditorial, les français, qui viennent de vivre un bon moment de joie partagée avec la coupe d'Europe de football et la fête nationale du 14 juillet, se réveillent ce 15 juillet en apprenant l'attentat meurtrier de Nice. Chacun reprend conscience brutalement que la société dans laquelle nous vivons est fragilisée mais aussi renforcée dans des liens de solidarité spontanés, comme naturels. Je pense à l'intervention rapide des forces de sécurité, des agents hospitaliers, docteurs, infirmiers, aides-soignants et autres jusqu'aux voisins ou passants.

### Absence de débat démocratique

Les attentats, trois dans une période d'à peine dix-huit mois, et ceux qui sont déjoués, nous invitent, c'est certain, à resserrer les liens de proximité, de solidarité et de fraternité. Ils nous questionnent aussi sur ce qui cimente notre société. Nous savons également que 2017 sera une année électorale importante. Le conseil permanent dans sa déclaration du 20 juin 2016 a donné quelques éléments de réflexion importants qui rejoignent cette question : « Quel est le ciment de notre société ? ».

Dans un premier paragraphe, d'une manière étonnamment juste, sûrement parce que très attentif à ce qui se vit sur le terrain, le conseil permanent évoque la démocratie et la société de violence dans laquelle nous vivons. « *Quand la vie démocratique tombe dans le discrédit ou l'impuissance, les intérêts particuliers et les groupes de pression s'habituent à user de leurs moyens de contrainte pour forcer les responsables politiques à satisfaire leur demande. L'excès de lois trop circonstanciées émousse la force de la loi et le respect qui lui est dû. On s'efforce de dénier les procédures démocratiques pour obtenir par la contrainte, ou même la violence, ce que l'on n'a pas obtenu dans les urnes* », peut-on lire. Est écrit également en fin de paragraphe : « *Pour favoriser un véritable débat national, la campagne électorale à venir devra éviter les risques de crispation identitaires tout en faisant droit au fait national : nos racines, notre culture, notre patrie avec son histoire, ses responsabilités et ses atouts, la place et l'importance du fait religieux et des religions* ».

Que des personnes, jeunes, n'hésitent pas à tuer d'autres personnes, y compris des enfants, dans une salle de spectacle ou simplement dans la rue, nous interroge sur ce débat démocratique qui fait défaut ou n'est plus audible. Ce passage à l'acte, si odieux, n'est pas le fait de personnes devenues subitement folles ni simplement d'un conditionnement idéologique abject. Je pense qu'il révèle la grande fragilité des relations qui unissent les personnes entre elles, fragilité dont il faut identifier les racines et les causes.

### Conception de l'homme et projet de société

On ne peut, par exemple, constamment fragiliser les relations familiales les plus élémentaires, laisser les personnes s'identifier à travers le communautarisme parce que perdues dans notre société sans repères, sans en payer un lourd tribut. Rappelant que « *le débat démocratique n'est pas une fin en soi* » le conseil permanent affirme qu'il doit être « *une occasion d'explicitier quel projet de société nous voulons soutenir et promouvoir* ». La campagne présidentielle puis législative devra d'abord permettre à chaque candidat de dire clairement la conception de l'homme qui est la sienne et le projet de société qu'il veut promouvoir. C'est dans un deuxième temps seulement qu'il peut énoncer des propositions concrètes, cohérentes et compréhensibles. Le conseil permanent propose une perspective claire : « *c'est donc vers*

*une économie du partage que nous devons avancer, vers un partage plus équitable du travail et des fruits du travail », ajoutant que « la qualité humaine d'une société se juge aussi à la manière dont elle traite les plus faibles de ses membres : ceux qui sont laissés au bord du chemin de la prospérité, personnes âgées, malades, personnes handicapées... nous ne pouvons être indifférents à aucune victime de notre société. Nous sommes responsables du respect de toute vie de son commencement à sa fin ». C'est dire combien les enjeux liés aux questions de société doivent être au cœur des propositions qui seront faites. Ces enjeux ne peuvent être considérés comme de simples appendices aux questions économiques, souvent exprimées uniquement par des chiffres, comme aseptisés, pris en compte trop souvent seulement en répondant à l'aspiration de minorités qui s'imposent sous la forme de groupes de pression.*

Les chrétiens ne sont pas en dehors de la société, ils apportent leur contribution au débat démocratique. Personne ne peut leur enlever une certaine expertise concernant l'être humain, comme l'affirmait le pape, Bienheureux Paul VI, à l'ONU en 1965, qui se présentait comme « *expert en humanité* ». L'Eglise, avec ses deux mille ans d'histoire, a acquis, dans sa réflexion, cette expertise qu'elle partage humblement, au-delà des contre-témoignages de tels ou tels de ses membres qu'elle déplore.

Je souhaite que, pour les chrétiens catholiques de Savoie, cette année pastorale qui commence soit un long moment où chacun pourra aider nos responsables politiques à mesurer les enjeux, à long terme, d'un projet de société clair qui n'accroît pas la fragilité des uns et des autres. Alors on pourra espérer que, dans quelques années, les actes les plus violents, les actes barbares, auront disparu. Que personne ne se décourage ! Chacun peut apporter sa pierre pour la construction d'une société du partage et de la justice !

Mgr Philippe Ballot